

Table des matières

Avant-propos	7
Marc VERDUSSEN	

Introduction	9
Marc VERDUSSEN	

Première partie

LES FONDEMENTS DES RAPPORTS ENTRE ÉTAT ET RELIGIONS

Entre sécularisation et retour du religieux : repenser les relations entre État et religions dans une Belgique paradoxale	19
Stéphanie WATTIER	

Section 1. Les dispositions constitutionnelles caractérisant les relations entre l'État belge et les religions	20
---	----

§ 1. L'article 19 de la Constitution : le principe de la liberté des cultes	20
§ 2. L'article 20 de la Constitution : le principe de la liberté « négative » de religion	21
§ 3. L'article 21 de la Constitution : le principe de l'autonomie organisationnelle des cultes	21
§ 4. L'article 181 de la Constitution : le financement public des cultes et des organisations philosophiques non confessionnelles	22
§ 5. L'article 24, § 1 ^{er} , alinéa 4, de la Constitution : le choix de l'enseignement d'une religion ou de la morale non confessionnelle	25

Section 2. Les données sociologiques et le phénomène de la sécularisation	25
--	----

Section 3. Les conséquences de la sécularisation sur les relations entre l'État et les religions	26
§ 1. Faut-il inscrire le principe de laïcité dans la Constitution belge ?	27
§ 2. Le financement public des cultes et des organisations philosophiques non confessionnelles	30
Section 4. Le «retour du religieux»	33
§ 1. La question de l'intégration du culte islamique	34
§ 2. Vers un dialogue entre l'État belge et les religions ?	37
En guise de conclusion	38
Religions en liberté surveillée ? La gouvernance des rapports État/religions au Canada	41
Nathalie DES ROSIERS	
Introduction	41
Section 1. Les tensions	46
§ 1. Tensions issues du colonialisme et de la discrimination	46
§ 2. Tensions issues du néolibéralisme	48
§ 3. L'avenir et le reflet juridique de ces tensions	49
Section 2. Modèle théorique : une gouvernance de vigilance nuancée	52
§ 1. Le droit de partir	55
§ 2. Le pouvoir de rester	56
Conclusion	57
La liberté religieuse au sein de l'État français laïque	59
Éric GHÉRARDI	
Introduction	59
Section 1. La garantie de la libre expression des convictions religieuses dans l'espace public au nom de la neutralité de l'État, dans les limites de l'ordre public	61
§ 1. La libre expression des convictions religieuses	62
§ 2. Une liberté bornée par l'ordre public	64

Section 2. La restriction de la libre expression des convictions religieuses au sein des services publics au nom de la laïcité des personnes publiques	67
§ 1. La restriction classique de la libre expression des convictions religieuses des agents du service public étendue en partie aux salariés de droit privé	68
§ 2. La restriction plus récente de l'expression des convictions des usagers	71
Conclusion	73

Deuxième partie

ÉTAT ET RELIGIONS : LA COEXISTENCE DE DROITS INDIVIDUELS UNIVERSELS ET DE RÉGIMES PARTICULIERS

L'égalité, la liberté de religion et les droits des minorités religieuses et philosophiques dans la jurisprudence constitutionnelle	77
--	----

Nicolas BONBLED

Introduction	77
---------------------	----

Section 1. La liberté de religion et les droits scolaires des minorités confessionnelles au Canada	78
---	----

§ 1. Les droits garantis par l'article 93 de la Loi constitutionnelle de 1867	79
§ 2. Les droits garantis en Ontario	80
§ 3. La compatibilité de l'article 93 de la Loi constitutionnelle de 1867 avec les droits fondamentaux	81
A. Le contrôle de la Cour suprême : le compromis fédéral et la conciliation des dispositions constitutionnelles	82
B. Le contrôle du Comité des droits de l'homme : le non-respect de l'article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques	85

Section 2. La liberté de religion et les droits des minorités «idéologiques et philosophiques» en Belgique	86
---	----

§ 1. Les minorités idéologiques et philosophiques	86
---	----

§ 2.	Le Pacte culturel et la loi du 16 juillet 1973	89
§ 3.	L'inconstitutionnalité de l'article 20 de la loi du 16 juillet 1973	92
Section 3. La liberté de religion et les droits des minorités religieuses et philosophiques en matière d'enseignement en Belgique		93
§ 1.	La liberté de religion et le soutien étatique aux cultes reconnus	93
§ 2.	Le droit de choisir entre l'enseignement de l'une des religions reconnues et celui de la morale non confessionnelle	97
	A. Les bénéficiaires du droit	98
	B. Le contenu du droit	98
	C. Les modalités d'exercice du droit	100
	D. Le contrôle du Comité des droits de l'homme et de la Cour de Strasbourg	101
Conclusion		110
Droit, religion et égalité : rencontres avec des femmes pratiquantes		113
Pascale FOURNIER		
Introduction		113
Section 1. État et religion : approches et perspectives		116
§ 1.	Pluralisme juridique critique : le cadre d'analyse	116
§ 2.	Jargon juridique, discordance religieuse : la loi sur le mariage en Angleterre	117
§ 3.	Qu'en est-il des Français ?	119
Section 2. La religion et l'égalité, telles que vécues par les femmes		121
§ 1.	Le divorce religieux et civil : coûts et bénéfices	121
§ 2.	Stratégies et négociations : les femmes pratiquantes naviguent entre le divorce civil et religieux	123
Conclusion		130

Les régimes particuliers des cultes en France	133
Gilles GUIHEUX	
Section 1. Les fondements des régimes particuliers des cultes en France	135
§ 1. L'apport de l'anthropologie juridique	135
§ 2. L'apport de la jurisprudence constitutionnelle	137
Section 2. Les modalités d'organisation des régimes particuliers	139
§ 1. Le financement des ministres du culte et des établissements confessionnels d'enseignement	139
§ 2. Le cadre juridique de l'immobilier cultuel en France	141

Troisième partie

DROITS FONDAMENTAUX ET RELIGION :
LES DISCRIMINATIONS RELIGIEUSES

Les discriminations directes et indirectes à raison de la religion en droit belge et européen	145
Céline ROMAINVILLE	
Introduction	145
Section 1. La protection élevée du droit de l'Union européenne contre les discriminations à raison de la religion	147
§ 1. L'introduction de l'interdiction de discriminer pour des motifs religieux	148
§ 2. La définition de la discrimination pour des motifs religieux	151
§ 3. La distinction entre les discriminations directes et indirectes pour des motifs religieux	153
§ 4. La justification des discriminations directes et indirectes pour des motifs religieux	155
§ 5. La qualification et la justification des mesures d'interdiction du port de signes convictionnels	157
A. Les mesures d'interdiction du port de signes convictionnels : des distinctions de traitement indirectes	157
ANTHEMIS	265

B.	La justification des mesures d'interdiction du port de signes convictionnels	160
C.	Les conséquences des deux arrêts du 14 mars 2017	161
§ 6.	Les discriminations complexes	162
§ 7.	Les aménagements raisonnables	165
Section 2.	Contrôle concret et marge d'appréciation dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme en matière de liberté de religion	166
§ 1.	La nature du contrôle exercé par la Cour en matière religieuse	167
§ 2.	Le contrôle concret des restrictions à la liberté de manifester sa religion	167
§ 3.	La combinaison de l'article 9 et de l'article 14 de la Convention	170
§ 4.	L'intersectionnalité	171
§ 5.	Les aménagements raisonnables	171
Section 3.	L'efficacité du droit belge de la lutte contre les discriminations	172
§ 1.	Les dispositifs belges de lutte contre la discrimination à raison de la religion	172
§ 2.	La jurisprudence des discriminations fondées sur la religion	174
§ 3.	La légisprudence en matière de discriminations fondées sur la religion	177
§ 4.	Les carences et les insuffisances du droit belge de la non-discrimination fondée sur des motifs religieux	180
§ 5.	Les aménagements raisonnables en droit belge	182
§ 6.	L'intersectionnalité et les discriminations multiples en droit belge	182
Conclusion		182

Neutralité religieuse de l'État et accommodements raisonnables : même objectif?	185
André BRAËN	
Introduction	185
Section 1. La liberté de religion	188
Section 2. La neutralité religieuse de l'État	194
Section 3. Les accommodements raisonnables (ou l'obligation de raccommoder)	202
Conclusion	210
La conception française de l'égalité religieuse	211
Anne-Marie LE POURHIET	
Section 1. Égalité et liberté dans la tradition républicaine française	212
§ 1. L'égalité juridique	212
§ 2. Égalité et liberté religieuse	216
Section 2. L'interdiction des discriminations religieuses	219
§ 1. Les textes	219
§ 2. L'application	222
A. La jurisprudence constitutionnelle et européenne	222
B. La jurisprudence administrative et judiciaire	224
C. Le Défenseur des droits (ex-HALDE)	226
Conclusion	228
DISCUSSION	
(Dés)étatisation et religion : questions sur la globalisation des droits et des religions	233
Louis-Léon CHRISTIANS	
Section 1. Globalisation horizontale : la mise en compétition des régulations nationales du religieux	235
Section 2. Globalisation transversale : l'émergence d'acteurs nouveaux dans une régulation multiniveau	238
Conclusion	240
ANTHEMIS	267

Conclusions	241
Hugues DUMONT	
Section 1. Quatre constats	243
§ 1. Neutralité bienveillante <i>versus</i> laïcité	243
§ 2. Pluralisme <i>versus</i> laïcité	244
§ 3. Le débat sur la place des convictions ultimes dans l'espace public	246
§ 4. Le débat sur la place de l'islam dans l'espace public	251
Section 2. Trois réflexions sur les moyens de progresser vers une plus grande cohérence	253
§ 1. La cohérence juridique : un idéal à relativiser	253
§ 2. Les domaines où l'on peut progresser	255
§ 3. Les acteurs du progrès	258
A. Les juges	258
B. Le constituant	259
C. Les pouvoirs législatifs	259